



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1996/386
29 mai 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 28 MAI 1996, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL
DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE DJIBOUTI AUPRÈS
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de me référer au débat que le Conseil de sécurité doit consacrer aujourd'hui au Libéria. Il était prévu que j'y participe, mais je ne serai malheureusement pas en mesure de revenir à New York à temps. Je vous serais donc reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la déclaration que j'aurais prononcée si j'avais été présent comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) Roble OLHAYE

Annexe

DÉCLARATION SUR LA SITUATION AU LIBÉRIA QUE LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE
DJIBOUTI AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES AURAIT DÛ PRONONCER
DEVANT LE CONSEIL DE SÉCURITÉ LE 28 MAI 1996

Je voudrais tout d'abord vous féliciter très chaleureusement de votre élection à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois en cours. Connaissant vos compétences et votre expérience, nous ne doutons pas que le Conseil est en de bonnes mains.

Je tiens également à exprimer ma profonde reconnaissance à M. Juan Somavía, Ambassadeur du Chili, pour l'efficacité et le talent avec lesquels il a dirigé les travaux du Conseil le mois dernier.

La crise que traverse actuellement le Libéria a indéniablement des répercussions profondes sur le peuple infortuné de ce pays, sur ses voisins qui ont consenti tant de sacrifices, sur l'Afrique et sur l'ensemble de la communauté internationale, et notamment le Conseil de sécurité de l'ONU. La force africaine de maintien de la paix (ECOMOG) créée en 1990 par la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), après que la communauté internationale eut renoncé à intervenir dans la guerre civile libérienne, avait été saluée comme "la solution régionale à un problème régional". Même affaiblie, démoralisée, voire méprisée, cette force demeure néanmoins le seul recours viable. Le maintien de la paix est peut-être un exercice purement théorique dans le contexte libérien mais l'obligation de persévérer n'en est que plus impérative. La CEDEAO a jusqu'à présent résisté à toutes les pressions exercées sur elle pour qu'elle se retire complètement; le motif initial de l'intervention, à savoir "ne pas assister en spectateur passif à la désintégration du Libéria et à la déstabilisation de la région" est plus valide que jamais. Le chef d'État provisoire du Libéria, Wilton Sankawulo, a réaffirmé la confiance qu'il place en la CEDEAO dans son appel lancé la semaine dernière :

"Nous nous déclarons résolus à oeuvrer de concert avec la CEDEAO pour instaurer la paix au Libéria. Nous avons déjà donné pour instruction aux forces de maintien de la paix de prendre le contrôle de la ville de Monrovia, et, en fait, de tout le pays."

Il aurait sans doute été possible d'empêcher le pays de basculer une fois encore dans le chaos, le carnage et la destruction, n'était la rapacité coutumière des factions qui luttent pour le contrôle politique de Monrovia, symbole de pouvoir et de légitimité.

Selon un vieux dicton, "Les hommes ne deviendront raisonnables que lorsqu'ils auront épuisé toutes les autres possibilités." Pouvons-nous douter que toutes les autres possibilités aient été épuisées au Libéria? En presque six années de conflit, ce pays a connu 13 accords de paix, trois gouvernements provisoires et une initiative régionale louable de maintien de la paix. Il ne subsiste aucun doute sur ce qui reste à faire, ni sur le rôle que doivent jouer les diverses parties, qu'elles soient ou non impliquées dans le conflit. Dans son dix-septième rapport sur la Mission d'observation des Nations Unies au Libéria (S/1996/362), le Secrétaire général a tiré des conclusions analogues.

La tragédie libérienne s'est révélée être bien plus qu'une autre "débâcle africaine". La méfiance, voire la haine, une tradition de persécution mutuelle et la soif de pouvoir des seigneurs de la guerre sont certes au coeur du conflit et tous ces facteurs ont contribué à faire échouer les processus de paix successifs. En effet, faute d'un cessez-le-feu solide et durable ainsi que d'un désarmement et d'une démobilisation crédibles, factions et groupuscules continuent de dicter les conditions et le rythme du rétablissement de la paix et de la sécurité au Libéria.

Un examen plus attentif de la situation semble cependant révéler que les factions libériennes ne sont pas seules en cause. Des rivalités régionales, internationales et linguistiques considérables s'exercent au Libéria, où la lutte pour le pouvoir va au-delà des tensions entre factions locales. Par le passé, les allusions au rôle joué par l'ECOMOG dans ce contexte ont mis en question la neutralité de cette force. Certaines factions y ont vu une excuse toute trouvée pour justifier leurs attermolements, voire leur manquement à leurs obligations.

Il n'en reste pas moins que l'ECOMOG accomplit depuis six ans un travail exceptionnel qui est digne de louanges. On peut se demander où serait le Libéria aujourd'hui et si la moindre tentative de rétablir la paix aurait été possible sans elle. Il est en outre injuste de prétendre que les troubles survenus récemment à Monrovia ont sonné le glas de l'ECOMOG parce que celle-ci n'a pas su les empêcher. L'ECOMOG assurait en effet le maintien de l'ordre à Monrovia depuis 1990. Maintenir l'ordre n'est pas une mince affaire et c'est pourquoi les forces de l'ONU reculent si souvent devant cette tâche essentielle en prétextant qu'elles ne sont pas investies du mandat requis à cet effet. Ces mêmes fonctions, l'ECOMOG les a pourtant assumées pendant des années à Monrovia. Sa collaboration avec l'ONU est une première – une initiative de paix sous-régionale en collaboration avec une instance mondiale, mais les pays membres de la CEDEAO n'ont plus les ressources nécessaires pour poursuivre seuls cet effort. Le désarroi règne au sein de l'ECOMOG. Le moral de ses troupes est au plus bas, elle manque de fonds, de matériel et d'hommes. Pour être reconnue comme "élément clef du rétablissement de la paix au Libéria", elle doit remettre de l'ordre dans ses finances, et se doter des moyens nécessaires pour être mieux à même non seulement de redonner vie à l'accord de paix, mais aussi de le faire appliquer. Compte tenu du rôle qu'ils ont joué dans l'histoire du Libéria, les États-Unis d'Amérique ont sans doute une responsabilité particulière à cet égard.

Dotée des effectifs et du matériel requis et convenablement formée, l'ECOMOG pourrait être efficace et entreprendre un désarmement réel qui permettrait d'assurer un minimum de paix et de sécurité sans lequel des élections et la constitution d'un gouvernement sont impossibles. Durant toute la période pendant laquelle la guerre faisait rage au Libéria, la communauté internationale a choisi de ne pas intervenir. Elle s'est gardée de s'engager directement dans le conflit et a refusé à l'initiative africaine de maintien de la paix l'appui résolu dont elle aurait eu besoin. Il y a là un paradoxe dans la mesure où le coût de l'aide humanitaire s'élève déjà à plus de 500 millions de dollars et celui de la reconstruction du pays est absolument astronomique. Si une part infime de ces sommes avait été allouée au maintien de la paix, celle-ci serait peut-être maintenant à portée de main, mais trop souvent on

s'empresse de traiter les symptômes plutôt que de soigner la maladie. Si, lors du sommet qu'elle a tenu en août 1995, la CEDEAO avait décidé de retirer sa force, cette décision aurait eu pour effet d'aggraver la tragédie humanitaire qui frappe le peuple libérien, d'étendre le conflit à l'ensemble du pays, et éventuellement d'entraîner la région dans ce tourbillon. Or, même sans cela, l'ampleur de la catastrophe humanitaire est effrayante, à en juger par le nombre et l'état des personnes déplacées, des réfugiés, des malades et des sans-abris, ainsi que par les épidémies, la famine, les destructions et les pertes en vies humaines. Les effets à long terme de ces ravages sur la nation libérienne, son développement et sa viabilité dépassent l'entendement.

De toute évidence, une intervention vigoureuse de la communauté internationale semble être la seule solution. Cette dernière ne peut en effet feindre d'ignorer le conflit libérien qui est en fait antérieur aux opérations menées par les Nations Unies en Bosnie, en Haïti et en Somalie. S'abstenir de toute intervention directe et s'en remettre à des émissaires dotés de moyens insuffisants en espérant que les choses s'arrangeront n'a donné aucun résultat. Le Libéria est toujours là, et tant qu'il existera, une responsabilité pèsera sur le Conseil. La crise libérienne perdure et elle continuera certainement à nous hanter.
